

Le secteur des solidarités met la pression sur les candidats

PLAIDOYER

L'Uriopss Occitanie appelle les futurs élus à intégrer les politiques de solidarité dans leurs programmes.

Yannick Povillon
ypovillon@midilibre.com

À son tour, le secteur des solidarités compte bien faire entendre sa voix. L'Uriopss Occitanie a présenté son plaidoyer adressé aux candidats à la mairie. L'objectif : inscrire davantage les politiques de solidarité dans les programmes municipaux et rappeler le rôle central des associations dans l'accompagnement des publics les plus fragiles.

« Les solidarités doivent être intégrées aux programmes des candidats », insiste Guillaume Fritschy, directeur de l'Uriopss Occitanie. L'organisation fédère plus de 900 associations dans la région, dont plus de 105 à Montpellier, et représente quelque 107 000 emplois. « C'est souvent le parent pauvre du débat politi-

que, alors que les associations sont un bien précieux », souligne-t-il. Pour lui, les politiques en faveur des personnes vulnérables (accessibilité, autonomie ou santé...) bénéficient en réalité à l'ensemble de la population. « La problématique de la santé ne se règle pas dans l'urgence mais grâce au travail quotidien de toutes ces associations. »

Un territoire inclusif

Autour de lui, plusieurs responsables associatifs sont venus illustrer ces enjeux. Président de l'APS 34, qui emploie des éducateurs de rue dans les quartiers populaires, Didier Besson défend le rôle de la prévention. « La sécurité est un thème important de la campagne, mais on ne peut pas voir seulement le côté répressif. Il faut agir en amont avec les jeunes dont personne ne veut



Des responsables associatifs interpellent les candidats.

s'occuper », affirme-t-il. Une mission d'autant plus délicate que l'association a récemment vu ses financements départementaux diminuer.

Pour Nadine Alazard, de l'association Adages, la coopération avec les collectivités reste essentielle. « Il faut faire alliance avec les maires pour voir émerger les projets », explique-t-elle, notamment lorsqu'il s'agit de faire aboutir des initiatives nécessitant des autorisations ou des permis de construire.

Les associations rappellent aussi

leur poids économique. « Nous sommes des acteurs économiques, avec de nombreux salariés mais aussi un immense réseau de bénévoles », souligne Delphine Maurel, directrice des Pep 34 et de la Bulle Bleue. Selon elle, leur action contribue à bâtir « un territoire inclusif mais aussi démocratique ».

À travers ce plaidoyer, l'Uriopss espère désormais que les futurs candidats s'empareront de ces propositions et feront des solidarités un axe majeur de leurs programmes municipaux.